Philippe HAMMAN, *Les travailleurs frontaliers en Europe. Mobilités et mobilisations transnationales*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2005, 264 p.

Linda Saadaoui

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2555>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2555

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2007

Pagination : 428-430

ISBN : 978-2-86480-849-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Linda Saadaoui, « Philippe HAMMAN, *Les travailleurs frontaliers en Europe. Mobilités et mobilisations transnationales* », *Questions de communication* [En ligne], 12 | 2007, mis en ligne le 12 avril 2012, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2555> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2555>

Ce document a été généré automatiquement le 8 avril 2021.

Tous droits réservés

Philippe HAMMAN, *Les travailleurs frontaliers en Europe. Mobilités et mobilisations transnationales*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2005, 264 p.

Linda Saadaoui

RÉFÉRENCE

Philippe HAMMAN, *Les travailleurs frontaliers en Europe. Mobilités et mobilisations transnationales*. Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2005, 264 p.

- 1 Après s'être intéressé à la région industrielle de Sarreguemines en Lorraine et à sa faïencerie (*Les transformations de la notabilité entre France et Allemagne*, Paris, Éd. L'Harmattan, 2002, 336 p.), Philippe Hamman se penche sur l'étude des relations de travail transfrontalières au sein de l'Union européenne, et sur le parcours quotidien méconnu de ses travailleurs frontaliers. Dans cet ouvrage, l'auteur réfléchit au processus de construction de l'Europe par les travailleurs frontaliers, ces « migrants pendulaires » qui résident dans leur pays et exercent un emploi à l'étranger, mais un « étranger nécessairement proche » (p.8). Aussi l'interrogation est-elle centrée sur la situation sociale du frontalier : est-il privilégié ou précaire ? Si l'attrait salarial constitue à prime abord un avantage *a contrario*, sa situation peut être le résultat d'une « fuite » : fermetures d'entreprises locales ou absence de débouchés pour de jeunes diplômés, victimes de la crise économique de leur pays de résidence. Dès lors, le travail frontalier questionne les conventions nationales qui touchent le salariat : pension de retraite, d'invalidité, défense du travailleur (pp. 7-12). D'où cette hypothèse : « Les échanges frontaliers quotidiens [...] dessinent un espace de relations sociales denses qui ne passe plus prioritairement par les territoires découpés institutionnellement, et dans lequel se forment des identités, des manières de (se) penser et de penser son rapport au politique ». Les travaux de l'auteur s'intéressent à la manière dont les espaces

géographiques dessinés par les frontières sont réappropriés par des groupes nouveaux, qui sont à l'origine d'initiatives de prise en charge collective du travail transfrontalier. On pourrait superposer à cette analyse l'articulation entre « coupure » et « couture » dont la problématique rejoint celle de la frontière au sens classique du terme. Selon Jacques Walter, celle-ci apparaît soit comme une coupure, soit comme une couture, en fonction de son double statut qui est de permettre un franchissement ou de l'empêcher (« Cadres du témoignage historique et médiatique, frontières disciplinaires », *Questions de communication*, 3, pp. 11-30). Pour mener à bien son étude, Philippe Hamman utilise de nombreux entretiens avec différents interlocuteurs, ce, afin d'éclairer les enjeux du travail frontalier. Les témoignages recueillis mettent notamment en évidence l'impact profond du travail imposant fourni par un tissu associatif qui pallie la faiblesse structurelle des centrales syndicales européennes en France, au Grand-Duché de Luxembourg, en Belgique, en Allemagne mais aussi hors de l'Europe pour les frontaliers d'Annemasse, de Mulhouse pour Genève ou Bâle par exemple en Suisse.

- 2 Dans la préface, Maurice Blanc fournit un certain nombre de précisions chiffrées : en 1995, presque 200 000 frontaliers étaient répartis dans les régions frontalières de ces pays de l'Est. Un groupe qui est loin d'être négligeable « surtout si l'on garde à l'esprit que la plupart [des membres de celui-ci] seraient au chômage, s'ils étaient restés en France. Ils permettent à certaines localités de se maintenir économiquement et ils sont comparables aux travailleurs immigrés, qui par leur salaire, font vivre leur village en Afrique » (p. 9). Plus concrètement, Philippe Hamman s'intéresse aux évolutions récentes qui marquent le droit du travail par rapport à l'intégration communautaire. Un exemple intéressant ressort de son enquête : en Alsace, le président du Comité de défense des travailleurs frontaliers du Haut-Rhin dénonce les pratiques frauduleuses au détriment de salariés mal renseignés sur leurs droits. Un chef d'entreprise fait croire à ses employés qu'ils reçoivent une prime de vacances. Or, il s'agit des impôts payés en Allemagne (p. 50). Des actions en justice très représentatives de ces abus sont pointées par l'auteur. L'un des titres de gloire du mouvement associatif est sa victoire, en 2000, devant la Cour de Justice européenne contre l'État français, pour une affaire concernant l'affranchissement de la Contribution sociale généralisée en France, qui est reconnue par la Cour pour être une cotisation sociale, donc acquittée dans le pays où les travailleurs exercent, non un prélèvement fiscal dans le pays où ceux-ci résident. Dans ce cadre, la Commission européenne apparaît comme une alliée objective de la cause des frontaliers et le Parlement européen, comme un soutien émergent. Néanmoins, ces soutiens représentent une ressource complexe à manier, en même temps que contestée. Ainsi se tisse une alliance objective entre une Europe qui a besoin d'un acteur émergent du tissu économique interétatique, et le frontalier qui a besoin des institutions européennes. En outre, les revendications des associations ont ceci de commun qu'elles souhaitent avant tout défendre les frontaliers et également légitimer leur cause. Cependant, Philippe Hamman constate que de vives tensions opposent associations et syndicats de frontaliers. En témoignent les initiatives européennes récentes à l'origine de l'EURES (*European Employment Services*), créé en 1994, et peu après le volet transfrontalier l'EURES-T (transfrontalier). Elles regroupent les services publics de l'emploi, les syndicats et les organisations patronales de l'Union européenne et proposent plus de 500 conseillers gratuits et experts légitimés dans leur profession au service des frontaliers. La Commission européenne définit ainsi leur mission : « L'objectif [...] est de faciliter la libre circulation des travailleurs et des demandeurs

d'emploi dans l'Espace économique européen (EEE). Il contribue à la fois à la mise en œuvre d'un droit fondamental des citoyens européens, et au développement d'un véritable marché européen » (p. 28). Aussi, pour les associations, le rapport aux syndicats semble-t-il ambigu au vu des intérêts économiques liés à la défense de la cause. Philippe Hamman l'illustre avec l'entretien du président de L'OGB-L (*Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg*), confédération syndicale des frontaliers à Luxembourg. Son discours valorise des permanences compétentes, un recours à des juristes, des professionnels frontaliers à l'écoute, une légitimité certaine (p. 90), et ce alors que les associations s'apparentent elles aussi à des prestataires de services avec une activité d'information et de conseil, qui développent un réseau d'offres commerciales et de services pour les adhérents. Pour autant, les syndicats nationaux de défense des frontaliers s'interrogent sur ces groupes d'intérêts corporatistes incarnés par les associations, sur l'appropriation concurrente de la cause frontalière. De surcroît, les tensions autour des structures syndicales transfrontalières EURES-T se traduisent par l'exclusion des associations dans les Conseils syndicaux interrégionaux (CSI), où leur rôle est réduit à celui d'observateur. Ainsi Philippe Hamman a-t-il recours à une réflexion de Pierre Bourdieu (« Espace social et genèse des classes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52/53, juin 1984, pp. 3-12) pour expliquer : « Déniant au responsable associatif la qualité de mandataire, cette situation interdit que s'opère le « mystère du ministère », cet acte de magie sociale qui place le représentant dans un rapport de métonymie avec le groupe » (p. 93).

- 3 C'est précisément par la production d'une expertise militante, mobilisant le droit communautaire, que les porte-parole associatifs entreprennent de contourner ces obstacles, à travers les compétences et des savoir-faire valorisés dans le nouvel espace politique européen. Cela suppose en particulier une professionnalisation des pratiques, passant par la formation de ces acteurs « de terrain ». Pour créer de tels liens, il s'agit de pénétrer les réseaux de la décision publique, de solliciter l'ensemble des élus, ce qui conduit Philippe Hamman à souligner les rapports contrastés existant avec les administrations nationales. Par conséquent, une question se pose : quelle est l'Europe qui se dessine pour le citoyen européen ? Est-ce une « Europe sociale » ou une « Europe de la finance » ? Les organisations des associations développent une action collective et prennent place dans un nouvel espace public où l'Europe devient le « lieu du débat ». Celle-ci met en tension des paradigmes locaux, nationaux et internationaux (p. 234). Plus largement, les mouvements actuels d'internationalisation dont participent les liens transfrontaliers peuvent aussi s'analyser comme la remise en question d'une « exception française » (p. 235) et attester d'un puissant rôle, d'une présence forte de l'État (Lequesne Christian, « Union Européenne et coordination gouvernementale. Quid novi en France ? », pp. 77-94, in : d'Arcy François, Rouban Luc, dirs, *De la V^e République à l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; Schmidt Vivien, *From State to Market ? The Transformation of French Business and Government*, New York/Cambridge, Cambridge University Press, 1996). Si aujourd'hui, les entreprises - et spécialement les firmes multinationales - tendent à imposer leur propre géographie, le quotidien fournit nombre d'exemples de délocalisations. Ainsi le travail de Philippe Hamman apporte-t-il, via une enquête sur les acteurs de la construction d'un espace d'entre-deux, des éléments significatifs pour comprendre les tenants et les aboutissants d'une nouvelle Europe sociale et économique.

AUTEURS

LINDA SAADAOU

CREM, université Paul Verlaine-Metz

lindasaad@hotmail.com